

N'attends pas davantage pour t'abonner à LA VERITE

LA VERITE

Parti Communiste Internationaliste (Trotskyiste) - section française de la 4° internationale

REDICTION ADMINISTRATION

5, rue de Charonne, PARIS (11°). Tél. : ROQ. 69-52

ABONNEMENTS : 1 an : 1.200 fr. ; 6 mois : 600 fr. 3 mois : 360 fr. - Etranger : 1 an : 1.500 fr. C.C.P. Sté de Presse, Editions et Librairie 6032-01 Paris

CONFUSION ET FAUX DILEMMES UN DEVOIR URGENT

LA venue au pouvoir du général de Gaulle, par le recul certain qu'elle a marqué pour la classe ouvrière, a créé une situation nouvelle, situation complexe et difficile pour ceux qui s'interrogent sur l'avenir du mouvement ouvrier et sur les moyens de barrer la route à une réaction qui ne voudra pas se contenter d'un premier succès.

L'HEURE DE LA CONFUSION

L'HEURE est à la confusion, solennement entretenue par les grandes organisations traditionnelles et par tous ceux qui gravitent autour d'elles; après avoir assumé les plus lourdes responsabilités dans la dernière période, elles continuent à s'illustrer en semant le désarroi. Le Populaire ne cesse de dénoncer les crimes stalinistes, mais ne touche pas un mot de la situation française; « L'Humanité » ne voit en l'assassinat de Nagy qu'un incident juridique sans importance, au demeurant juste et nécessaire.

si la comparaison esquissée entre les travailleurs hongrois soulevés contre la dictature bureaucratique appuyée sur les tanks russes, et les Européens d'Algérie décidés à défendre à l'abri de l'armée française, leurs intérêts d'exploiteurs, ne manque pas d'humour, elle n'en est pas moins significative.

De bonnes âmes ne manquent pas de s'écrier que dénoncer les meurtres de Budapest, c'est aider à la division des forces antifascistes en France. Il y a là une certaine confusion entre la cause et l'effet. Certes, ce qui ajoute au désarroi, aux difficultés de l'unité ouvrière, c'est l'assassinat de Nagy et de ses amis. Le dénoncer, affirmer que la liberté est une et indivisible — et l'oppression aussi — c'est ce qui contribue à ce que se renforce une véritable opposition au pouvoir personnel, une opposition efficace parce qu'elle pourrait s'adresser aux travailleurs sans leur mentir. Le jacobinisme des avocats honieux de Khrouchchev rappelle celui de ceux qui disaient que ce n'était pas la pratique de la torture qui déshonorait l'armée française, mais le fait d'en parler...

Il y a un point commun entre ceux qui se refusent désormais à « faire l'unité » sur quoi que ce soit avec les « communistes » et ceux qui, au contraire, demandent que l'on passe l'éponge, ou même pour l'instant, le sur le terrain du P.C.F., c'est par rapport à lui qu'ils se déterminent, il est le sujet de toute politique française: il ne

reste qu'à le maudire ou à l'accepter tel qu'il est. Les uns et les autres, en définitive, sont des « opposants », désespérés ou honteux, mais des opposants.

Pour des militants révolutionnaires, la question se pose tout autrement. Pour lutter contre le pouvoir personnel, contre les « salats », il faut certes tout mettre en œuvre pour unir dans le combat la classe ouvrière, et non une élite ouvrière « idéale », mais celle qui existe aujourd'hui, avec ses oppositions, telles qu'elles sont. Mais ce n'est que sur la base d'une politique qui cette union peut se faire. La politique des « grandes » organisations ouvrières est allée, par son contenu de collaboration de classe, par son refus de l'action, à l'encontre de cette unité. Ce n'est qu'à partir d'une politique capable de mobiliser la classe ouvrière, c'est-à-dire répondant à ses aspirations que l'unité pourra se faire et la résistance contre l'offensive bourgeoise s'organiser.

Lutter pour l'unité, ce n'est pas capituler devant des politiques étrangères aux intérêts de la classe ouvrière, c'est défendre une politique de classe, claire, intransigeante, qui permet sur certains points vitaux, comme la défense des libertés démocratiques, l'unité.

F. FORGUE. (Suite page 4.)

Le devoir le plus urgent pour les révolutionnaires, nous le répétons, c'est, aujourd'hui, de serrier les coudes. Nous entrons dans une période hérissée de difficultés pour les travailleurs; une période où le « gouvernement fort » ne pourra apaiser, même momentanément, les contradictions internes profondes dont souffre le régime bourgeois qu'en en faisant porter tout le poids aux travailleurs.

Pour poursuivre la guerre en Algérie, pour payer les frais d'une politique extérieure de « grandeur », pour que l'économie française retardataire puisse supporter l'épreuve de la concurrence, dans le cadre du « Marché commun » européen comme sur l'arena mondiale, sans jamais atteindre au profit capitaliste, il faudra faire durablement payer les pauvres. Tel est le rôle que doit inéluctablement assumer le gouvernement de Gaulle, parvenu au pouvoir grâce à la trahison de l'alle Mollet du P.S. et à la capitulation sans combat de la direction du P.C.F. C'est pourquoi ce gouvernement doit entreprendre, et à entrepris, l'affaiblissement,

la décomposition interne du mouvement ouvrier.

Ce ne sont pas de nouvelles coalitions avec des bourgeois réputés « libéraux » ou « républicains » qui nous tireront de l'impasse où nous a conduits une politique de collaboration avec ces mêmes fractions de la bourgeoisie.

Seule, une politique de classe, fondée sur la seule défense des intérêts des travailleurs dans l'indépendance à l'égard de tous les Etats et de tous les appareils bureaucratiques, permettra d'organiser la résistance ouvrière à l'offensive de la réaction, et de préparer une contre-offensive victorieuse. Seule, une organisation révolutionnaire solidement trempée, dont le programme reflète l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières; une organisation au passé sans compromissions avec l'ennemi de classe bourgeois comme avec les bureaucraties du Kremlin, une organisation de militants aux mains propres, pourra résister à l'offensive réactionnaire, et préparer l'avenir.

Rejoins les rangs trotskystes!

BOURREAUX, VICTIMES ET COMPLICES

RAPPELONS quelques faits: c'est l'agence russe Tass qui a diffusé la nouvelle, la radio hongroise n'a fait que la reprendre ensuite. On a attendu trois jours pour apprendre que le procureur général avait été Géza Szenasi. Répondant aux questions des journalistes, le personnage s'est permis

d'ironiser: « Le procès a eu lieu avant la sentence. S'il a indiqué, quatre jours après la nouvelle, le lieu où s'était déroulé le procès, il n'en a pas indiqué la date. Tout en affirmant que les « droits de la défense » avaient été respectés, il s'est bien gardé de citer les noms des défenseurs.

L'Humanité est fort discrète. Ainsi que le souligne La Verité, elle a, délibérément, censuré une importante partie du communiqué du ministère hongrois de la justice. Des déclarations du ministre Szenasi, elle ne cite que les affirmations

apocryphes quant à la régularité du jugement. Pour tous les travailleurs français, pour tous les démocrates français, en effet, le meurtre en lui-même, mais aussi la manière cynique et provocatrice dont il a été accompli et annoncé sont un sujet

d'indignation. Or L'Humanité, sur cette question, ne provoque pas, elle glisse sans appuyer.

C'est quand même l'assassinat de Nagy, la manière dont Nagy a été assassiné sont des événements qui ont un contexte et une signification précis. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une crise extrêmement profonde et violente du système bureaucratique. Si Khrouchchev avait voulu assassiner Nagy avec un semblant de « garanties de justice », il eût hévié, n'en eût eu pas, une date et des avocats-bidons à jeter en pâture aux propagandistes toujours prêts à admettre ces « raisons d'Etat ».

Il ne l'a pas fait, il n'a pas pris la peine de convoquer en instance judiciaire l'assassinat des révolutionnaires hongrois. Il permet à Szenasi et à ses sbires de plaisanter et d'ironiser. Ce n'est pas un hasard, Szenasi d'ailleurs l'a dit fort clairement: « Si le procès n'a été annoncé que lorsque les peines ont été appliquées, c'est que les faits accomplis ont un effet calmant sur le peuple. » On ne peut être plus clair: les circonstances qui entourent l'assassinat de Nagy et Maletier ne sont pas plus fortuites que le fait en lui-même. Il s'agissait, comme dit le Ric Szenasi, de « calmer le peuple », il s'agissait de produire un effet de terreur sur tous les opposants possibles.

(Suite page 3.) Pierre BRABANT.

Morale, efficacité et « opposants-bidon » du P.C.F.

La corde qui a rompu le cou de Nagy vient à nouveau de reposer le problème de la nature du stalinisme. Des tragédies sans nombre ont jalonné la route sanglante de la bureaucratie russe, depuis 1934-35, dans la lutte pour la défense de ses privilèges contre les aspirations révolutionnaires des masses. L'appareil international du Kremlin exerce la plus implacable répression contre-révolutionnaire dans l'espoir d'empêcher le prolétariat russe de reconquérir l'héritage usurpé de sa Révolution d'Octobre.

Devant les cadavres de Nagy et de ses compagnons, la meute des impérialistes de tout poil et de tout acabit, pour qui le sort d'un noir victime du Ku-Klux-Klan ou celui d'un fellogha torturé n'ont que l'importance d'un fait divers, protestent vertueusement. En fait, les exactions impérialistes représentent autant d'atouts pour la bureaucratie du Kremlin et vice-versa. Les uns et les autres étaient une politique contre-révolutionnaire commune qui, emprisonnant le prolétariat dans une série de faux dilemmes, n'aboutit qu'à la démoralisation,

Autant que la guerre d'Algérie, la répression exercée par les bureaucraties russes contre les prolétaires hongrois a contribué à la victoire présente de la réaction en France.

Il y a un an et demi environ, un peu de temps après la révolution hongroise, le comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord tenait une de ses dernières assemblées générales. Une première résolution, qui condamnait l'intervention russe en Hongrie, fut adoptée. Toute une série d'opposants du P.C.F., parmi lesquels Victor Leduc,

Henri Lefebvre, Hélène Parmelin, votèrent contre. Avec l'heroïsme qui les distingue, ils refusèrent de condamner ouvertement « leur » parti. De bonnes âmes furent et eurent de ce « sublime » sacrifice qu'après avoir voté cette résolution, elles contribuèrent à en faire repousser une deuxième, qui affirmait l'incompatibilité de principe entre une solidarité ouverte ou masquée avec les crimes de Khrouchchev et une lutte efficace contre la guerre d'Algérie. Les intellectuels révolutionnaires qui avaient proposé cette résolution estimaient en effet que la répression russe en Hongrie, démoralisant la classe ouvrière française, sapait ses possibilités d'action contre la guerre d'Algérie. Cette vérité n'a,

aujourd'hui, plus besoin d'être démontrée. Mais si le rejet de cette deuxième résolution eut pour effet d'émanciper le comité d'action des intellectuels vers une fin sans gloire, il revêtit également une certaine importance sur un autre plan. Il permit à tous ceux qui, gênés aux entournures, ne pouvaient pas ni pas voter la condamnation du Kremlin de ne pas rompre le contact avec l'appareil du P.C.F., complice de Khrouchchev. Très rapidement, le contact fut repris grâce à ces intermédiaires bénévoles qui sont ces « opposants-bidon », toujours prêts à chanter les

P. LAMBERT. (Suite page 2.)

COMMENT défendre les libertés démocratiques, lutter contre la dictature avec ceux qui, ailleurs, sont les ennemis de toute liberté? Comment lutter contre le fascisme avec ceux qui sont les fidèles alliés des assassins de Nagy? s'écrient certains, auxquels, symétriquement, d'autres répondent: « En France, devant le danger qui nous menace, il nous faut nous unir, il nous faut oublier Budapest pour faire face à Alger. » Les lecteurs de « France-Observateur » sont nombreux à soutenir ce point de vue; ainsi, dans le dernier numéro, l'un d'entre eux écrit: « On n'insiste jamais assez sur cette union avec le P.C., c'est un impératif catégorique. Et pourtant on continue d'abreuser ce parti de critiques, est-ce bien le moment...? Oubliez provisoirement Budapest... Alger vient de nous montrer comment une poignée de fascistes peut soulever l'enthousiasme d'une masse excédée. » Comme on peut le voir par cet extrait, il n'y a pas loin du silence complice (imposé par les événements, dit-on) à la justification, et

Le Traité, efficace et opposants-bidon du Parti Communiste

(Suite de la page 1)

louanges d'un Khrouchtchev libéral et démocrate comme pas un. Toute une série de comités vient alors le jour où commencent un regain de vie, qui déploient une intense activité, avec l'efficacité que l'on sait, pour la défense des libertés et de la paix en Algérie. Tous ces comités avaient pour caractéristique commune de rassembler essentiellement les agents de l'appareil stalinien, les bourgeois «libéraux» de ce «Monde» dont la prise de position gaulliste vient de mesurer la profondeur du libéralisme, les chrétiens progressistes et les trotskystes-bidon du P.C.F. Le professeur Laurent Schwartz couvrit d'un long passé d'authenticité révolutionnaire anti-stalinienne ces diverses opérations dont la seule véritable raison d'être était de redonner le blason du stalinisme, terni par le sang des insurgés de Budapest.

DE L'EFFICACITÉ EN POLITIQUE

Il a toujours été à la mode, dans certains milieux très «à gauche» et très «révolutionnaires», de foister avec quelque condescendance les trotskystes engagés dans une lutte irréconciliable contre le stalinisme, et de leur reprocher leur «inefficacité». Le maître à penser de ces personnes plus ou moins bien intentionnées est en somme Gilles Martinet qui, dès 1945, enseignait l'efficacité, c'est-à-dire la capitulation devant l'appareil. «Vous êtes des sectaires inefficaces», disait-il aux trotskystes, «vous n'avez à la bouche que la grève générale, etc., etc.» Disons, pour être polis, que ces critiques ne faisaient preuve d'une certaine connaissance de notre politique, fondée sur cette appréciation que, dans la situation historique donnée, le frein essentiel à un développement victorieux de l'action de classe du prolétariat français résidait dans la politique de collaboration avec la bourgeoisie du P.S. et du P.C.F., que symbolisera sans doute pour l'histoire le vote des pouvoirs spéciaux du 12 mai 1956.

Mais qu'était donc l'efficacité dans la lutte contre la guerre d'Algérie ? S'il serait incorrect de nier le potentiel d'agitation représenté par les prestations des intellectuels, le trait plus onéreux de mettre en balance avec les possibilités ouvertes (que nous nous sommes effectivement efforcés de pousser vers la grève générale, sans recevoir ni aide ni sympathie dans les milieux susmentionnés) dans les deux tentatives faites sur les sommets cégétistes, leur stratégie supposément profonde et leurs «opposants sur mesure» à la Le Brun, Schaeffer) ou par l'axe romain des bourgeois de tout le pays par leurs camarades de Saint-Nazaire et de Bourdeaux leur demandant, en octobre-novembre 1957, de se joindre à eux dans la grève générale. Or, ceux qui, au cours de ces dernières semaines, ont opposé à la généralisation de ces actions, ce sont les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T., dont les sous-ordres s'élevaient aux côtés de nos champions de l'«efficacité» dans les multiples comités «pour la paix et la liberté».

Pensez donc, combien efficace a été cette action, qui aboutit à rassembler sur une même tribune des hommes comme le professeur Duvenger, éminent du «Monde», dont le passage sans douleur du mendoïsisme au gaullisme demeure riche d'enseignements. M. Robert Barrot, à demi-rallié à la gauche, le professeur Massignon, rallié tout à fait, et le directeur et le dirigeant stalinien Léon Mauvais, qui s'est employé inlassablement depuis 1944-1946 à entraver l'aspiration des travailleurs à la grève générale, comme à les démolir dans les semaines qui ont précédé l'accession au pouvoir du général.

DES POINTS QUI DEVRAIENT ÊTRE ACQUIS

UNE chose au moins devrait être claire à présent : il est vain de discuter si la grève générale était possible ou non. La grève générale des enseignants, le 30 mai, couronnée de succès, démontre que la lutte d'ensemble était réalisable. Le prétexte fourni aux dirigeants de la C.G.T. par l'attitude des autres syndicalistes pour justifier de leur propre inertie, n'a disparu et ne disparaîtra jamais au mouvement, ils pouvaient encore retourner la situation. On sait, au contraire, qu'ils ont tout fait pour qu'il n'en fut pas ainsi, comme ils font à l'heure actuelle, comme nous le démontrons une fois encore par ailleurs, pour faire oublier la grève de la F.E.N. En tout cas, ceux qui, sous les prétextes les plus divers s'opposaient à l'appareil de l'État, sont, sans aucun doute, mal placés pour reprocher aujourd'hui aux travailleurs de ne pas s'y être engagés ; ils n'ont que le droit de se taire.

Un deuxième point qui devrait être acquis, est l'absence de la petite bourgeoisie intellectuelle, la bourgeoisie libérale et l'appareil du P.C.F., complices des assassinats de Nagy, s'est avéré d'une inefficacité totale pour barrer la route à la dictature. Pourtant, c'est ce qui devrait aujourd'hui tirer les leçons de cette tragique expérience et comprendre l'impasse totale que constitue une politique de collabo-

ration de classes font tous leurs efforts pour recréer le cadre de leurs anciennes erreurs et jeter de nouvelles bases pour un accord avec les mêmes groupes.

Qu'a valu la lutte avec la bourgeoisie libérale contre la guerre d'Algérie, et la bourgeoisie libérale s'est en bloc retournée vers de Gaulle et la dictature. Qui plus est, cette même bourgeoisie libérale qui, dans sa politique algérienne, visait à punir la révolution, a fort bien compris la nécessité d'aider la bureaucratie stalinienne à démoraliser la classe ouvrière. Ainsi, dans le «Monde», daté du 1^{er} juillet, peut-on lire dans un éditorial consacré à la Pologne : «L. Gomułka se contente de parler de ce qui est bien vraisemblable : les recrudescences successives de ce révisionnisme (Nagy) devant la pression de la réaction». Ainsi, le pendu Nagy capitulait devant la réaction. M. Beuve-Méry est la porte ouverte pour transporter un appui plus conscient à Khrouchtchev et à Thorez dans leur politique de démoralisation des masses ? Après tout, M. Beuve-Méry ne fait que ce que tenir son rôle de directeur, la réaction // de ces «penseurs» qui s'abâtissent devant la bourgeoisie libérale ?

LE PHILOSOPHE ET LES «GAUCHISTES»

Le motus que l'on puisse dire, c'est qu'il en faut beaucoup à l'émancipé philosophe «marxiste» René Lefebvre pour que sa conscience morale se mette en branle. Tous les vieux compagnons de Lénine et de Trotsky sont assassinés de 1936 à 1938 ; H. Lefebvre a un blâme au cœur, vite oublié.

L'année longue laisse transparaître l'insurrection de Latorov, alors qu'elle campe sur l'autre rive de la Vistule ; H. Lefebvre n'en veut rien savoir.

Tito, Rajk, Slansky, Koston, les millions d'êtres, la répression de l'Insurrection de Berlin en juin 1953 ; H. Lefebvre éprouve sans doute quelques pincements supplémentaires, mais il continue à se taire.

L'indignité, le rapport de Nikita Khrouchtchev au XX^e Congrès, un pouvoir reconstruit notre philosophie avec sa conscience ; ce n'est pas en vain qu'il est resté au P.C.F. ; l'appareil international au service de la bureaucratie du Kremlin va se démanteler et lui-même ; la preuve est faite que le «réalisme» paie. Staline a pu répandre des torrents de sang, mais le bureaucrate Khrouchtchev sera le fossoyeur de la révolution stalinienne. Combien ont dû penser Lefebvre et ses collègues, avec nous et au raison de ne pas écouter les sirènes contre-révolutionnaires du trotskysme ! (1)

Mais voilà que les chars de Khrouchtchev écrasent la révolution hongroise des conseils ouvriers. Un accident historique, peut-être, a dû penser M. Henri Lefebvre.

C'est seulement avec l'assassinat de Nagy qu'il rompt un silence de vingt-cinq années, et se livre à quelques réflexions. On pourrait cependant ne pas lui tenir rigueur de ce qu'il ait tardé à réagir, si seulement il réagissait véritablement. Ainsi, lorsqu'avec quelques camarades nous avons rencontré Auguste Leclercq après son exclusion, nous ne lui avons pas tant reproché d'avoir, en tant que membre dirigeant de l'appareil, organisé par exemple le sabotage de la grève générale des mineurs en décembre 1948, que de n'avoir pas, après son exclusion, expliqué clairement, précisément, comment, par quel mécanisme, sur quelles directives venues du Kremlin, il avait combattu des mineurs au lieu de leur.

De même, Lefebvre écrit — car, et cela n'est pas important, il n'a pas quitté le P.C.F., malgré ses mouvements de cœur, c'est l'appareil qui l'en a chassé ; sinon, c'est lui-même qui le soulève, ce n'est pas le cœur — que, dans le «Monde», on lui reproche le rattachement à l'appareil et à sa politique. Toute la tâche philosophique de l'éminent philosophe, c'est lui-même qui en exprime la quintessence. Parlant de la révolution hongroise organisée par le Comité de défense des libertés et de la paix, ce fameux Comité ou se rencontrent Barrot, Massignon, Lefebvre, Duvenger, etc. :

«Ne pas protester contre l'exécution de Nagy... N.D.L.R.», c'est même permettre à certains gauchistes, à certains agités, d'intervenir dans les organisations démocratiques pour poser des conditions inadmissibles. Parlant de la marxiste responsable devant le peuple-marxiste, en communiste provisoirement hors du parti, pouvant ainsi parler en public parce que je suis momentanément hors du parti, je me permets de dire que la direction du parti de tenir compte de la situation...

AVEC L'APPAREIL CONTRE LES MASSES

TOUTE la politique des opposants-bidon du P.C.F. se trouve ici résumée avec une clarté parfaite.

«Voyez», dit en substance Lefebvre, «je reste respectueux de la direction du parti (laquelle direction approuve l'exécution de Nagy, Moleter et leurs compagnons) ; facilitez-moi mon travail, qui est votre travail et dont nous serons tous bénéficiaires, travail qui consiste à "ne pas permettre à certains gauchistes et à certains agités d'intervenir"».

Qui sont ces «gauchistes» et ces «agités» (selon la terminologie déguisée du plus pur stalinisme) ? Ce sont les trotskystes qui veulent briser l'appareil contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin parce qu'ils savent qu'on ne peut le former. Ce sont les masses travaillantes que Khrouchtchev-Thorez frappent en frappant la Révolution hongroise des conseils ouvriers. Ce sont les ouvriers communistes écœurés qui cherchent leur voie hors du contrôle d'un appareil qui, en s'abaissant avec Malot la grève générale que demandait, avec la classe ouvrière, ces «gauchistes» et ces «agités» que sont les trotskystes, est directement responsable de la venue de de Gaulle au pouvoir, comme il est responsable des crimes sans nom qui ont terni l'immense espoir incarné par la Révolution d'Octobre.

Les bourgeois libéraux, vont à la rescousse du Kremlin, insinuant que Nagy «cédait à la pression de la réaction», alors que Khrouchtchev l'a fait pendre parce qu'il «cédait à la pression» des masses en lutte pour la démocratie socialiste. M. Beuve-Méry collabore ainsi avec Khrouchtchev avec le même objectif d'empêcher le prolétariat international de suivre l'exemple héroïque des travailleurs hongrois, d'engager la lutte dans le monde entier pour le pouvoir des Conseils ouvriers. Et Lefebvre qualifie de

«gauchistes» et d'«agités» (il n'ose plus insinuer qu'ils «cèdent à la pression de la réaction», mais ceux-ci qui montrent l'immense portée historique de la révolution hongroise. Une même optique, un même objectif unissent le «marxiste» Lefebvre, le «bureaucrate» Khrouchtchev, le «libéral» Beuve-Méry ; barrer la route à l'éclosion de ces masses sur la scène de l'histoire, à la révolution socialiste mondiale.

UN MORALISTE EFFICACE

«On voit, dans les époques de réaction triomphante, M.H. les démocrates, sociaux-démocrates, anarchistes et autres représentants de la gauche secréter de la morale en quantité double, de même que les gens transpirent davantage quand ils ont peur» (2). Écrivait Trotsky en 1938. En 1938, il n'aurait pas manqué d'ajouter les «opposants», style Lefebvre, à sa liste.

Car, lorsque l'appareil, frappant Lefebvre d'exclusion, le contraint à s'expliquer, ce n'est pas sur le terrain de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme, politique de collaboration, dans tous les domaines, avec la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne, qu'il se différencie de l'appareil, non, c'est sur le terrain de la morale. Non, dans la morale révolutionnaire du prolétariat, mais la morale tout court, avec un grand M, la morale au-dessus des classes et de l'histoire, que, depuis 40 ans, la bourgeoisie démocratique opposent aux bolcheviks «amoraux» et à leurs continuateurs trotskystes, ce qui leur permet de justifier «moralement» les crimes d'un Noske, d'un Laccose ou d'un Moleter. Lefebvre con-

(1) «Leur morale et la nôtre», une brochure qui vient d'être traduite par S.P.E.L. J'avois, Franco code 101 francs au C.C.P. S.P.E.L. 6022-01 Paris.

MÊME à l'époque la plus sombre de l'ère stalinienne il était possible, dans une certaine mesure, de suivre la bureaucratie du Kremlin dans ses zigzags politiques et d'apprécier les changements intervenant dans son orientation à certains signes extérieurs, et particulièrement aux ruptures dans le cérémonial d'une société très hiérarchisée et parvenue à une extrême rigidité dans le fonctionnement de sa mécanique gouvernementale. Le déplacement d'un rouage permettait au monde entier de supputer la direction qu'allait prendre la machine tout entière.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. La disposition de Staline et les modifications importantes que les dirigeants du Kremlin ont apportées à leur mode de «travail», dans le but de camoufler encore mieux leurs agissements aux yeux des masses soviétiques, rendent de plus en plus difficiles les interprétations qui peuvent être faites des intentions de Moscou.

INCOHÉRENCE

L'EXÉCUTION subite de Imré Nagy illustre cette difficulté, mais toute une série d'actes similaires la précède.

On peut dire que depuis la révolution hongroise d'octobre 1956, la politique du Kremlin en est arrivée à prendre de plus en plus toutes les formes apparentes de l'incohérence.

- Au cours du déroulement même de la révolution, les dirigeants soviétiques commencent par donner leur accord à la venue de Nagy au pouvoir et évacuent leurs troupes, pour revenir le lendemain même écraser, dans le sang, la révolte des ouvriers hongrois.
- Khrouchtchev a admis à plusieurs reprises que les divers pays puissent emprunter des voies diverses vers le socialisme et, au même moment, il crie au révisionnisme de Tito, qui est pourtant le symbole même de cette affirmation.
- Le Kremlin appelle à cor et à cri la conférence au sommet et, en même temps, fait tout comme s'il voulait la torpiller.
- Le même jour, enfin, où Khrouchtchev dénonce Tito au Congrès du Parti Communiste bulgare pour son acceptation des crédits U.S.A., l'ambassadeur d'U.R.S.S. aux Etats-Unis remet au président Eisenhower une lettre dans laquelle le même Khrouchtchev se déclare disposé à accepter des prêts de l'impérialisme américain. Un black-out total couvre toutes ces contradictions et, alors qu'en plein déroulement de la lutte de Moscou contre le «révisionnisme» yougoslave, le monde entier attend des instances supêmes du Kremlin une explication à cette attaque soudaine contre Tito, la «Pravda» nous apprend que le Comité central du P.C.U.S. s'est réuni pour discuter du «développement de l'industrie chimique et des matières plastiques. Et le Kremlin recidive aujourd'hui lorsqu'il répond à l'opinion mondiale sur l'exécution de I. Nagy et de Moleter par l'annonce... d'une nouvelle réorganisation de l'agriculture.

VERS LE DENOUEMENT

Il est certain que toutes ces manifestations pendulaires sont l'expression des conflits extrêmement violents qui déchirent le personnel dirigeant de Moscou ; conflit dont la base sociale est évidemment la crise véritablement cruciale dans laquelle est entré le régime bureaucratique russe.

Là où l'impérialisme feint de ne voir que la duplicité d'ères amoraux règne en réalité une atmosphère permanente de violence contenue où le revolver qu'à tout instant tel dirigeant peut braquer sur la tempe de son adversaire pour faire office d'argument politique peut déclencher à Moscou, du jour au lendemain, une crise dont l'ampleur sans précédent dans l'histoire moderne

damme, dans le discours que nous avons déjà cité, les «méthodes stalinistes d'efficacité politique» au nom de «l'humanisme vivant». La seule auto-critique qu'il fasse, c'est de «n'avoir pas cru au pouvoir de la morale». Au sein de la révolution socialiste d'octobre, il n'a pas su développer une morale, une morale qui n'est que fondamentalement le monstrueux privilèges matériels et les défend par les méthodes du terrorisme policier le plus atroce contre les masses travaillantes de l'U.R.S.S. ; une caste dont les privilèges matériels sont fondamentalement antipolitiques de ceux des opprimés et des exploités du monde entier. Non, il a seulement vu se développer «ce cancer» : le cynisme et l'immoralisme politique. Pour ce «marxisme», le stalinisme n'existe que dans le domaine des idées, des méthodes ; il n'exprime pas d'intérêts spécifiques, il n'a pas de racines sociales.

Il, il faut parler clair. Si les méthodes staliniennes d'efficacité politique étaient efficaces pour la victoire mondiale du socialisme, les objections qu'on pourrait y faire seraient d'ordre mineur et en définitive, historiquement négligeables. Les méthodes ne sont pas séparables de la politique, et la politique, elle, dans le domaine des idées, des méthodes ; il n'exprime pas d'intérêts spécifiques, il n'a pas de racines sociales.

Si les trotskystes combattaient le stalinisme, ce n'est pas parce qu'il conduit mal au socialisme, par des méthodes «immorales», c'est parce qu'il n'y conduit pas. S'ils tentent de bouleverser la planète entière et précipiter l'humanité vers une marche sans aucun doute douloureuse, les masses accablées et irréversibles vers le socialisme. Les masses opprimées du monde entier contenues par les ans de stalinisme dans le cadre de leur exploitation par l'impérialisme ou de leur frustration par les privilèges du Kremlin, tierciment alors véritablement inruption sur l'ère mondiale.

Il n'est évidemment dans la possibilité de personne de fixer le déclenchement de cette crise finale du stalinisme, mais il est sûr que toutes les données en sont désormais réunies.

DES QUESTIONS QUI SE POSENT

Il n'est pas davantage possible, présentement, de répondre avec toute la précision voulue à certaines questions importantes que l'actualité oblige à solliciter les militants révolutionnaires à se poser :

- Pourquoi les dirigeants de Moscou ont-ils lancé l'idée de la conférence au sommet ?
- Pourquoi la lutte acharnée contre Tito ?
- Pourquoi les Chinois semblent-ils apprécier comme les plus durs et les plus violents envers les Yougoslaves ?
- Pourquoi I. Nagy, Moleter et leurs compagnons ont-ils été exécutés comme à la sauvette ?

Mais on peut néanmoins, en s'appuyant sur l'appréciation générale donnée par le trotskysme de la bureaucratie soviétique, tenter de tracer les grandes lignes du cheminement de cette dernière vers le gouffre, et déceler les grandes perturbations qui rendent comme telle l'orgueille de la boussole détraquée du Kremlin.

VOIES SANS ISSUE POUR LA BUREAUCRATIE IDEALISME OU ACTION DES MASSES

DES commentateurs libéraux, démocrates et progressistes, tous «AVERTIS» et, par définition, «BIEN INTENTIONNÉS», nous ont rabâché, depuis la mort de Staline, que la libéralisation de l'appareil stalinien et la démocratisation de la bureaucratie de l'U.R.S.S. étaient une évolution naturelle qui répondait aux exigences morales de l'humanité. Mais, aujourd'hui, l'assassinat de I. Nagy rejette, à leurs yeux, Moscou dans les ténébreuses et ramène l'U.R.S.S. à la triste période de la terreur stalinienne. Cette réaction est toute naturelle de la part de ceux qui remplacent la lutte des masses pour le socialisme par ce qu'on ne sait quelle démarche miraculeuse de couches privilégiées de l'humanité vers l'abandon, librement consenti, de leurs avantages matériels et culturels en faveur des masses laborieuses.

Pour les trotskystes qui n'ont pas cessé, un seul instant d'affirmer que seule la pression des travailleurs soviétiques contraignait les dirigeants à manifester des velléités de rupture avec le passé de terreur, et de développer le bien-être de la population, l'exécution de Nagy et de ses compagnons ne peut en aucun cas, à elle seule, annihiler le processus entamé à la mort du dictateur par lequel le rapport de force entre la bureaucratie et les travailleurs évolue sans cesse en faveur de ces derniers.

Le jour même où était annoncé l'assassinat des leaders hongrois, la presse soviétique confirmait, à sa façon, la justice de cette appréciation.

En effet, dans le même numéro de la «Pravda» du 17 juin où était reproduite la sentence de mort prononcée contre les communistes hongrois, l'éditorialiste écrivait ces lignes :

«LE PARTI COMMUNISTE NE CESSE DE SE PRÉOCCUPER DU BIEN-ÊTRE DU PEUPLE. D'ANNÉE EN ANNÉE

WASHINGTON, MOSCOW

Washington, Moscou, le monde entier attend avec une anxiété croissante les décisions qui seront prises à la conférence au sommet de Moscou. Les dirigeants de Moscou ont-ils lancé l'idée de la conférence au sommet ? Pourquoi la lutte acharnée contre Tito ? Pourquoi les Chinois semblent-ils apprécier comme les plus durs et les plus violents envers les Yougoslaves ? Pourquoi I. Nagy, Moleter et leurs compagnons ont-ils été exécutés comme à la sauvette ?

Mais on peut néanmoins, en s'appuyant sur l'appréciation générale donnée par le trotskysme de la bureaucratie soviétique, tenter de tracer les grandes lignes du cheminement de cette dernière vers le gouffre, et déceler les grandes perturbations qui rendent comme telle l'orgueille de la boussole détraquée du Kremlin.

- Pourquoi les dirigeants de Moscou ont-ils lancé l'idée de la conférence au sommet ?
- Pourquoi la lutte acharnée contre Tito ?
- Pourquoi les Chinois semblent-ils apprécier comme les plus durs et les plus violents envers les Yougoslaves ?
- Pourquoi I. Nagy, Moleter et leurs compagnons ont-ils été exécutés comme à la sauvette ?

Mais on peut néanmoins, en s'appuyant sur l'appréciation générale donnée par le trotskysme de la bureaucratie soviétique, tenter de tracer les grandes lignes du cheminement de cette dernière vers le gouffre, et déceler les grandes perturbations qui rendent comme telle l'orgueille de la boussole détraquée du Kremlin.

VOIES SANS ISSUE POUR LA BUREAUCRATIE IDEALISME OU ACTION DES MASSES

DES commentateurs libéraux, démocrates et progressistes, tous «AVERTIS» et, par définition, «BIEN INTENTIONNÉS», nous ont rabâché, depuis la mort de Staline, que la libéralisation de l'appareil stalinien et la démocratisation de la bureaucratie de l'U.R.S.S. étaient une évolution naturelle qui répondait aux exigences morales de l'humanité. Mais, aujourd'hui, l'assassinat de I. Nagy rejette, à leurs yeux, Moscou dans les ténébreuses et ramène l'U.R.S.S. à la triste période de la terreur stalinienne. Cette réaction est toute naturelle de la part de ceux qui remplacent la lutte des masses pour le socialisme par ce qu'on ne sait quelle démarche miraculeuse de couches privilégiées de l'humanité vers l'abandon, librement consenti, de leurs avantages matériels et culturels en faveur des masses laborieuses.

Pour les trotskystes qui n'ont pas cessé, un seul instant d'affirmer que seule la pression des travailleurs soviétiques contraignait les dirigeants à manifester des velléités de rupture avec le passé de terreur, et de développer le bien-être de la population, l'exécution de Nagy et de ses compagnons ne peut en aucun cas, à elle seule, annihiler le processus entamé à la mort du dictateur par lequel le rapport de force entre la bureaucratie et les travailleurs évolue sans cesse en faveur de ces derniers.

Le jour même où était annoncé l'assassinat des leaders hongrois, la presse soviétique confirmait, à sa façon, la justice de cette appréciation.

En effet, dans le même numéro de la «Pravda» du 17 juin où était reproduite la sentence de mort prononcée contre les communistes hongrois, l'éditorialiste écrivait ces lignes :

«LE PARTI COMMUNISTE NE CESSE DE SE PRÉOCCUPER DU BIEN-ÊTRE DU PEUPLE. D'ANNÉE EN ANNÉE

Bourreaux, victimes et complices

(Suite de la page 1)

ser du temps de Staline. Comme les « vieux bolcheviks », Rakj avait avoué. Nagy, Maléter n'ont pas avoué. Ils auraient pourtant sans doute eu bien des occasions. Si Géza Losonczy est mort « de maladie », au cours de l'instruction, lui qui avait été déjà si atrocement torturé sous Rakosi, ce n'est pas sans doute sans que les tortionnaires de Kadar y soient pour quelque chose. C'est en comptant sur les « aveux » de Maléter et sur son auto-critique que les gaëllers, les premiers temps de sa détention, avaient lancé le bruit de son évocation. Nagy et Maléter étaient des communistes; bien que le truc soit usé, il est été profitable à Moscou de les faire se salir eux-mêmes, se prêter d'épouvantes impérialistes, de la terre « avoués » leur conspiration. Il est probable que tout a été fait pour cela. Mais en vain, Nagy, Maléter, Gimes et Szilagyi n'ont pas avoué. Ils sont morts en communistes en révolutionnaires hongrois, comme mouront sur les potences ou dans les prisons les milliers de jeunes travailleurs, de combattants de la Liberté que la répression ne cesse de frapper depuis novembre 1956. Les bureaucrates avaient essayé de travestir la révolution des ouvriers hongrois et d'en faire une « contre-révolution » de bureaucrates et de horthystes. Ce sont les communistes et les ouvriers que l'on pend; les communistes que l'on pend n'avaient pas.

« révisionnistes hongrois ». Et maintenant, Nagy pendu comme « traître », c'est Tito qui est le complice du traître.

TITO EST COMPLICE, MÊME S'IL EST VICTIME

En réalité, Tito est bien complice. Non de Nagy, mais de Khrouchchev. Les pendaisons d'ouvriers révolutionnaires ne concernaient pas le mouchard; celle de Nagy, vis-à-vis de qui il avait engagé son autorité de chef de l'Etat et du Parti, le concerne. Tito et ses amis peuvent aujourd'hui dénoncer le crime. Ils ne peuvent empêcher qu'ils y ont pris part, par toute leur attitude, par toute leur politique depuis le 20^e Congrès. Jouant au plus fin avec Khrouchchev, Tito « négociait » la déstalinisation en douceur et dédaignant Gerce quand les travailleurs hongrois se soulevaient. A Pula, il dénonçait les staliniens, redonnant le blason de Khrouchchev dont les mains étaient rouges du sang de la répression. Kardelj, dans un remarquable discours, portait témoignage du caractère révolutionnaire et socialiste des Conseils Ouvriers hongrois, mais profitait de la circonstance pour faire l'apologie de la politique de Tito et du système du parti unique. La lutte héroïque des travailleurs hongrois était dans la bouche de Tito un argument, une monnaie pour la lutte et la ruse dans le cadre de l'appareil. Aujourd'hui encore, est-il possible de croire que le jugement et l'exécution de Nagy et Maléter n'aient pas constitué un enjeu dans la lutte entre Moscou et Belgrade? Est-il croyable que les Yougoslaves n'aient pas su que ce crime allait avoir lieu, qu'ils n'aient pas su qu'on les en menaçait? Ils ne l'ont pas dénoncé avant, parce qu'il aurait fallu, dans ce cas, en appeler à la conscience des masses, en appeler à l'initiative des travailleurs de tous les pays. Il eût pour cela fallu faire ce que Tito s'est toujours refusé à faire: rompre les règles du « jeu » entre bureaucrates, s'appuyer sur les masses, aider consciemment au mouvement des masses pour la destruction de l'appareil. Les protestations de Belgrade viennent bien tard: elles ne peuvent dissimuler la complicité de Tito dans ce crime. Et le crime ne paie pas. Malgré ses habiletés et ses concessions, malgré ses protestations d'amitié à Khrouchchev, malgré la trahison par Tito des révolutionnaires hongrois, Khrouchchev lui met aujourd'hui le couteau sur la gorge. Il le gifle avec l'assassinat de Nagy. Il reprend les accusations de Staline au temps du Kaminitov, et les accusations économiques. Non, décidément, le « réalisme » ne paie pas.

Le gérant: P. LAMBERT.

Imprimerie LEJEUNE 7, rue Victor-Hugo, 7 Montreuil

« Quand la Hongrie fut submergée par les tanks russes, "Tribune" écrivit: « La protestation doit venir de ceux dont les mains sont propres. » « Qu'aucune voix ne s'élève, cette semaine, du côté de ceux qui souhaitent voir les "Marines" régler l'avenir du Liban. Ou du côté de ceux qui peuvent trouver une excuse à ces « socialistes » qui ont voté pour un général porté au pouvoir par les tortionnaires d'Alger. « Ce n'est pas pour excuser l'hypocrisie nulle part dans le monde que Nagy et Maléter sont morts. » (« Tribune », hebdomadaire de la gauche socialiste anglaise.)

et à l'efficacité sont à la fois satisfaites — dans la voie de la collaboration désintéressée des opposants-hidons et des dirigeants de l'appareil contre les révolutionnaires.

Voici donc en pleine lumière le vrai visage de « l'opposition interne » au P.C.F., telle qu'en elle-même l'exclusion la change! Les trotskystes ont démontré que la « libération » de la bureaucratie était un mythe réactionnaire; ils ont expliqué inlassablement que ceux qui croyaient à l'auto-réforme de l'appareil (ceus la provision des masses, bien sûr), ou bien auraient des illusions et à l'aveuglement, des intérêts sociaux qu'il défend, ou bien participaient à une opération de camouflage pour la défense de l'appareil. Henri Lefebvre appartient manifestement à la seconde catégorie.

Pour les travailleurs, y compris les membres du P.C.F., il n'y a pas d'autre voie que celle de la rupture ouverte et définitive avec l'appareil, de la lutte, à l'exception des travailleurs hongrois, pour la destruction de l'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin.

Par suite d'un incident technique, le n° 507 de « La Vérité » n'a pu être prêt en temps utile la semaine dernière. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

L'exiguïté de nos ressources nous oblige, comme chaque année, à réduire notre parution pendant la période des vacances. Le n° 508 de « La Vérité » paraîtra le jeudi 17 juillet, le n° 509 paraîtra le jeudi 4 septembre. A cette date, nous reprendrons notre parution hebdomadaire.

Retenez dès maintenant les n° 508 et 509. Ou mieux, pour être sûr d'avoir toujours « La Vérité », abonnez-vous!

Khrouchchev expliquait à celui-ci les raisons de la campagne de défrichage des terres vierges qui battait alors son plein, particulièrement au Kazakhstan. Pour développer la culture intensive sur les anciennes terres, disait-il, il faut beaucoup d'engrais et, pour cela, construire beaucoup d'usines nouvelles.

Or, avouait-il: « TOUT CELA DEMANDE DU TEMPS, ET NOUS NE POUVONS PAS ATTENDRE. »

C'est avec la même angosse, quoique mieux déguisée, que Khrouchchev s'adresse, dans sa lettre du 2 juin dernier, à Eisenhower, lorsqu'en lui proposant le développement du commerce entre les deux pays, il lui écrit: « L'Union Soviétique met sur pied actuellement un grand programme de développement de la production de biens de consommation courante... Pour accélérer sa réalisation, le gouvernement de l'Union Soviétique pourrait effectuer d'importants achats aux U.S.A. tant en équipement qu'en marchandises. De cette façon les U.S.A. vendraient leurs marchandises industrielles, grandir leurs portefeuilles de commandes et, par là même, accroître l'activité économique de la population, et l'U.R.S.S., de son côté, pourrait réaliser plus rapidement son programme de production de biens nécessaires à sa population. »

Il n'y a pas de doute que cette proposition est loin d'être étrangère au désir exprimé par le Kremlin de voir se tenir rapidement une conférence au sommet.

LE RELEVEMENT DE L'AGRICULTURE

SANS compter les mesures spectaculaires prises par le Kremlin, au lendemain même de la mort de Staline, pour tenter de rattraper le retard de l'agriculture, les dirigeants soviétiques n'ont pas cessé, à l'occasion de chaque aggravation de la situation économique intérieure, de promouvoir d'autres mesures dans le même sens.

Au moment de l'exclusion du groupe "anti-parti" Malenkov, Molotov et Kaganovitch, Khrouchchev fit adopter, le 4 juillet 1957, un arrêté supprimant les livraisons obligatoires à l'Etat des produits provenant des parcelles appartenant aux kolchoziers.

Puis est venue, en février de cette année, la décision de dissoudre les M.T.S. (stations de machines et de tracteurs).

Il y a quelques jours enfin le Plenum du C.C., réuni les 17 et 18 juin, annonçait la suppression des livraisons obligatoires à l'Etat et l'achat direct aux kolchozes des produits agricoles.

Ces concessions successives au village kolchozien ont pour but de provoquer un intérêt des paysans au relèvement de l'agriculture par l'octroi d'une autonomie de plus en plus large aux exploitations collectives que sont les kolchozes.

Par rapport à la gestion de l'agriculture kolchozienne menée, hier encore, par les M.T.S. « POINTS D'APPUI DE L'ETAT SOCIALISTE AU VILLAGE », la nouvelle organisation est une décentralisation encore plus poussée que ne l'a été la division de l'industrie en régions économiques.

Desormais, les bureaucrates dirigent les kolchozes et, en particulier, leurs présidents, deviennent les responsables véritables de l'économie agricole. Cette situation appelée de Moscou encore plus, peut-être, que la division de l'industrie en « CONSEILS DE L'ECONOMIE NATIONALE », un contrôle central accru ou travers de l'organe politique d'oppression des masses par les privilèges du régime qu'est le Parti Communiste de l'U.R.S.S.

Khrouchchev a promis aux travailleurs soviétiques de rattraper très rapidement les U.S.A. quant à la production de beurre, de viande et de lait, par fête d'habitant. Pour lui et la caste qu'il représente, il s'agit là d'une question de vie ou de mort.

(Suite page 4.)

OU ET LES MASSES

INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE AUGMENTENT LA PRODUCTION DE MARCHANDISES DESTINEES A LA POPULATION. PRESENTEMENT LE P.C. SE POSE LA TACHE DEVELOPPER DANS LES 5 A 6 PROCHAINES ANNEES PRODUCTION DES PRINCIPAUX BIENS DE CONSOMMATION DE FACON QU'ELLE REponde ENTIEREMENT AUX EXIGENCES DE LA POPULATION.

A cette réaffirmation solennelle, en un pareil moment, du développement de la production des biens de consommation, ce n'est pas la « THÉORIE » la primauté qui est toujours accordée à l'industrie lourde, il y a lieu d'ajouter qu'en même temps le gouvernement soviétique annonçait la parution de nouveaux codes pénal, promis depuis 5 ans et toujours retardés dans lequel, en particulier, il est mis fin à la théorie de Vychinski utilisée de tous les grands de Moscou, selon laquelle l'aveu « instructif » de son crime considéré comme une preuve suffisante de culpabilité.

Il ne faut pas oublier enfin les mesures « SOCIALES » récentes: généralisation de la journée de travail de huit heures à toute l'industrie lourde, ainsi que la révision des salaires. Et même la réhabilitation d'un certain nombre de musiciens.

Toutes ces « BONNES INTENTIONS » de la bureaucratie sont l'indice sûr de la pression constante des masses soviétiques sur les dirigeants du Kremlin en vue de les contraindre à élargir sans cesse les mesures en faveur du peuple et de la liberté.

LA CRISE ECONOMIQUE

LES dépenses énormes provoquées par les mesures « sociales » que la bureaucratie se voit ainsi obligée de prendre pour tenter de calmer les sentiments revendicatifs des masses travailleuses, jointes à la carence des dirigeants dans la gestion de l'économie, ont déséquilibré complètement les plans établis jusqu'à faire éclater le 6^e plan quinquennal adopté au 20^e Congrès à réduire, par conséquent, les investissements envisagés. Pour essayer de résoudre cette grave difficulté sans créer d'ailleurs aux privilèges de la caste dirigeante, Khrouchchev fit adopter, l'année dernière, une décentralisation de l'économie. Cette mesure avait pour but d'inventer au maximum les possibilités locales, de réduire le gaspillage, de drainer de nouveaux capitaux lus que jamais nécessaires à la continuation de la politique post-stalinienne.

La réussite de cette tentative était d'autant plus impérieuse qu'il n'était plus possible de réduire davantage les rythmes de progression de l'économie. Relâcher la cadence des investissements, c'était renoncer, en fin de compte, à tenir les engagements pris, aussi bien envers certaines démocraties populaires qu'envers les pays sous-développés. C'était, en définitive, courir le risque de leur faillite et de déposer son bilan.

Aussi ne restait-il à l'oligarchie du Kremlin que deux possibilités pour satisfaire les exigences des masses soviétiques en biens de consommation courante:

S'adresser aux U.S.A. pour développer le commerce avec l'impérialisme et se procurer rapidement des marchandises et les équipements nécessaires à la mise sur pied accélérée d'une industrie légère importante qui manque à l'U.R.S.S.

Intéresser une fois de plus les paysans au relèvement rapide de l'agriculture par de nouvelles concessions aux kolchoziers

APPEL AUX U.S.A.

CORDANT une interview, le 24 décembre 1954, à un savant anglais, lauréat d'un prix Staline,

CONFUSION et FAUX DILEMMES

(Suite de la page 1.)

de tous. Défendre une politique de classe, ce n'est pas vertueusement refuser tout contact avec les organisations dont la politique ou les directions sont condamnables, c'est au contraire accepter de collaborer avec elles sur les points où l'unité est possible, tout en maintenant intégralement son propre programme.

Ce n'est pas à partir des « autres », des « grandes organisations » qu'il faut se définir, se délimiter ; il faut se définir à partir de ce que l'on juge être les besoins de la classe ouvrière, se délimiter par la lutte intransigeante pour un programme révolutionnaire.

Il ne s'agit ni d'ignorer les grands partis ni de se laisser enfermer dans le faux dilemme : ou les dénoncer, mais ne rien faire, ou s'adapter à eux pour faire quelque chose.

Le véritable problème qui se pose aux révolutionnaires, c'est celui de construire une organisation indépendante des appareils, basée sur un programme révolutionnaire, qui lutte uniquement en fonction des intérêts de la classe ouvrière française. Alors, les problèmes de l'unité, du « sur quoi » et du « comment » ne sont plus que des questions tactiques non des choix paralysants. Ce n'est que dans l'action que cette indépendance à l'égard des appareils peut s'affirmer. A la mesure de ses forces, le P.C.F. en a fait, dans les dernières semaines, la démonstration. Il n'a pas hésité un seul instant à faire l'unité contre la menace réactionnaire avec tous sur le terrain où cela était possible : la défense des libertés démocratiques, sans pour autant un seul instant cesser de rappeler qu'il n'y avait d'autre issue positive à la crise que révolutionnaire, de dénoncer la politique du P.S. et du P.C. qui préparait la capitulation devant de Gaulle par leur soutien sans condition du gouvernement Pflimlin. Sa politique révolutionnaire se manifesta par la participation au Comité d'Action Révolutionnaire qui rassemblait ceux qui étaient décidés à intervenir en tant que révolutionnaires prolétaires contre la menace de dictature.

Aujourd'hui, la lutte continue : l'unité d'action est possible entre tous ceux qui se refusent à capituler devant la dictature, qui se refusent à l'asservissement du mouvement ouvrier, à la liquidation des syndicats par leur intégration à l'Etat. Parallèlement, sur des positions de classe, le combat pour la construction d'un parti révolutionnaire dont la nécessité s'est affirmée encore plus impérieusement dans les dernières semaines, doit se poursuivre. Enfin, les révolutionnaires ne négligeront rien pour la réalisation de regroupements aussi larges que possible sur une base de classe, dans le refus de la subordination à l'appareil de l'Etat bourgeois.

La confusion ne porte pas seulement sur les moyens de la bataille actuellement engagée, mais aussi sur ses objectifs. C'est ainsi que, même parmi des militants qui se targuent d'être révolutionnaires, le raisonnement suivant a cours : « Il s'agit de lutter pour la démocratie bourgeoise, non de chercher à réaliser notre idéal — le renversement du capitalisme — pour cela on verra après, une fois la démocratie sauvée. Pour l'heure, il s'agit d'unir tous les démocrates : les effaroucher par une politique révolutionnaire serait le pire sectarisme. »

Remarquons d'abord que, s'il est du devoir des révolutionnaires de défendre les libertés démocratiques, cela ne signifie en rien qu'il faille entretenir ou semer des illusions sur la démocratie bourgeoise. La démocratie bourgeoise n'est qu'une forme de la domination bourgeoise. On connaît ses limitations, on sait qu'elle n'évite pas la répression lorsque le besoin s'en fait sentir (les mineurs en savent quelque chose qui eurent affaire à un certain Jules Moch qui s'est rappelé récemment à notre attention comme farouche défenseur de la République avant de capituler devant de Gaulle), peu d'illusions peuvent subsister sur le fait que le Parlement représente la volonté du peuple... Mais cette forme de domination a sur d'autres de nombreux avantages pour le mouvement ouvrier. Elle lui permet, dans certaines

limites, plus ou moins larges selon le rapport de forces existant entre les classes, de s'organiser, elle permet de la propagande révolutionnaire de se développer. La vie politique de la bourgeoisie, ses faiblesses, ses contradictions s'éclairent en public, au moins dans une certaine mesure, et sont des éléments de la prise de conscience de larges masses.

Lorsque les révolutionnaires appellent les travailleurs à défendre les droits démocratiques, ils ne leur demandent pas de s'aligner sur les positions de la bourgeoisie, ils appellent à défendre les libertés indispensables pour que se poursuive le combat de la classe ouvrière : droit de grève, droits syndicaux, libertés d'expression, d'organisation, de réunion.

Mais par quelles méthodes peut-on défendre ces libertés nécessaires ?

L'expérience de ces dernières semaines est assez claire. Sous le prétexte de ne pas « faire peur », de « danger principal » on a voulu voir dans le gouvernement Pflimlin le rempart des libertés — et cela au moment même où, par la loi d'urgence, il les supprimait. Lutter, confiance, clamer cette confiance, voilà à quoi se limitait l'action que proposaient les grands partis ouvriers et les centrales syndicales à leurs adhérents. On conçoit le résultat : non seulement le gouvernement Pflimlin a capitulé devant de Gaulle, lui permettant de s'emparer légèrement du pouvoir, mais encore et surtout, la classe ouvrière, la seule force capable de faire reculer la réaction, n'a pu être mobilisée.

Pouvait-elle l'être sur de pareilles bases ? Les ouvriers français pouvaient-ils prendre fait et cause pour la République des scandales, pour le Parlement qui, élu le 2 janvier 1956 pour faire la paix en Algérie, avait depuis fait la guerre ? Pouvait-ils accepter de devenir la brigade des applaudissements de Pflimlin ? Poser la question, c'est y répondre !

Si, par contre, dès le 13 mai, les organisations ouvrières, plutôt que de répéter « Vigilance, vigilance ! » avaient choisi de préparer une action audacieuse et totale de la classe ouvrière, si elles avaient offert aux masses la perspective d'opposer leur gouvernement, leur pouvoir à celui des « ultras », leur force à la leur, il ne fait pas de doute que le 28 mai n'eût pas été une simple manifestation et que la situation politique serait aujourd'hui tout autre. Si, le 30 mai, les autres syndicats s'étaient joints à la F.E.N. pour donner l'ordre de grève générale, tout pouvait être changé.

Ce n'est qu'en défendant « les libertés démocratiques comme moyens de mener la lutte pour le socialisme, ce n'est qu'en ouvrant la perspective d'un renversement du régime capitaliste que les libertés pourront être sauvegardées.

TOUT ceci peut paraître bien abstrait, il n'en est pourtant rien. Bienôt, une question bien concrète va se poser : celle du référendum. Il est clair que le général-président a l'intention de faire de ce référendum une plebiscite, comme le prouve sa dernière décision de s'adresser au « peuple de Paris », le 4 septembre, de la place de la République. Un « oui » massif assurerait considérablement son pouvoir, lui permettrait d'entamer une nouvelle offensive contre le mouvement ouvrier.

A la campagne contre le projet de Constitution, on pourrait donner un caractère de classe non équivoque, on pourrait en faire une manifestation décisive du refus de la classe ouvrière d'accepter la dictature. Mais il ne faudrait pas alors se laisser aller à vouloir opposer une bonne « Constitution » à une « mauvaise », et tenter de trouver des institutions bourgeoises qui soient acceptables par les travailleurs. C'est pourtant là ce que de toute part l'on commence à proposer. Il s'agirait de se mettre d'accord sur un programme « constructif » et, déjà, à cette attitude commune au référendum l'on prépare des prolongements politiques : c'est Daniel Mayer qui appelle à la constitution d'un « Rassemblement » qui unirait radicaux à la Mendès, U.D.S.R. à la Mitterand et minoritaires socialistes, c'est le P.C.F. qui se félicite de cette initiative.

Pour nous, le « non » au référendum n'est qu'une partie intégrante du combat défensif que doit mener aujourd'hui la classe ouvrière contre les menaces qui pèsent sur ses libertés et sur ses organisations. Cette lutte ne peut se mener efficacement que sur une base de classe, dans le refus de toutes les formes de collaboration avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie, avec les tenants d'une subordination à « l'Etat fort », comme avec ceux d'une « opposition loyale », dans la défense des positions traditionnelles du mouvement ouvrier. Sur cette base, des regroupements valables peuvent se réaliser. Et c'est seulement une fois qu'une telle ligne politique a été clairement tracée que des accords tactiques avec tous les partisans du « NON » au référendum, accords limités à ce seul point, peuvent se réaliser.

L'IDEE d'un « rassemblement » qui voudrait oublier les frontières de classe et qui, en fait, subordonnerait les travailleurs à des politiciens bourgeois partisans d'une « opposition loyale », les révolutionnaires doivent répandre en montrant que, plus que jamais, la seule tâche réaliste que l'on puisse se fixer est la construction d'une organisation de classe, forgée dans la lutte, indépendante des appareils. Ce n'est qu'en ouvrant à la construction de cette organisation — lutte qui aujourd'hui se mène à partir de ce qui existe, dans le combat pour la défense des libertés élémentaires des travailleurs, à partir des syndicats comme forme élémentaire et aujourd'hui fondamentale de l'organisation du prolétariat — que les travailleurs d'avant-garde pourront surmonter les contradictions auxquelles ils se heurtent, dépasser les faux dilemmes et les alternatives paralysantes, préparer avec leur classe la contre-offensive victorieuse.

WASHINGTON, MOSCOU ET LES MASSES

(Suite de la page 5.)

DEPUIS les révoltes de Berlin-Est et, surtout, les révolutions de Pologne et de Hongrie, les pays de démocratie populaire ont cessé d'être une source de revenu pour l'oligarchie du Kremlin, et certains sont même devenus une charge pour l'U.R.S.S.

Or, tout en voulant les garder dans son orbite, la bureaucratie russe n'a pas l'intention pour autant de faire des sacrifices particuliers pour les aider. Khrouchchev le leur a annoncé crûment à son retour récent de Hongrie.

Cette attitude de l'U.R.S.S. fait loucher davantage les pays de démocratie populaire vers les capitaux impérialistes, sans compter que l'exemple permanent de la Yougoslavie les y encourage. En leur jetant à la face le cadavre de Nagy, le Kremlin signifie clairement aux dirigeants de ces pays que l'idée pernicieuse et pour tout dire « REVISIONNISTE » de vouloir prendre à leur propre compte ce que Moscou a l'intention de faire pour le sien : les négociations économiques avec l'imperialisme, doit à jamais quitter leur esprit.

Aux chefs dociles qui demandent timidement de devenir des stalinistes à part entière, Moscou répond que les voies diverses vers le socialisme doivent toutes obligatoirement passer par le socialisme.

Il fallait quand même que la tentation ait été grande à Varsovie, Bucarest, Prague ou Berlin-Est, et les injures du Kremlin bien fortes pour que, de la lutte « idéologique » contre Tito, Moscou soit passé à l'assassinat des communistes hongrois.

LA CONFÉRENCE AU SOMMET

LA crise économique de l'U.R.S.S., née de la contradiction qui va en s'aggravant entre le conservatisme rétrograde des couches privilégiées et l'aspiration du peuple soviétique à plus de bien-être et de liberté, la récession économique aux U.S.A. qui inquiète les dirigeants américains, le danger continué de rupture du statu quo mondial par la lutte des peuples colonisés pour l'indépendance, la menace mondiale d'un emploi « intensif » des explosions nucléaires, sont des raisons dont chacune est suffisante, à elle seule, pour expliquer le désir réciproque du Kremlin et de Washington de se prémunir contre tout « DEPASSEMENT » révolutionnaire de leur politique par un examen de tous les problèmes mondiaux en suspens depuis Yalta et Potsdam. L'idée de la conférence au sommet est née de ce désir réciproque.

LE CAMP « SOCIALISTE » MENACÉ D'ÉCLATEMENT

POUR y parvenir, le Kremlin est sûrement prêt à des propositions extrêmement « hardies » dans les domaines politique et économique. D'autant plus hardies que c'est sans doute au détriment de ses satellites qu'il a l'intention de réaliser l'opération dans toute la mesure du possible. N'est-ce pas pour cela qu'il a exigé des démocraties populaires, de la Chine et de la Yougoslavie d'être le seul à se présenter en leur nom en interlocuteur valable auprès de la Maison Blanche ?

La réside sûrement la source de la lutte contre le « révisionnisme » de Tito.

L'AVEU...

LES STALINIENS ET LA GRÈVE DE L'ENSEIGNEMENT

LES CAHIERS DU COMMUNISME », la revue théorique du P.C.F., ont, dans leur numéro de juin, rassemblé les principales déclarations du P.C.F. depuis le 13 mai. Ces textes sont accompagnés de ce que le sommaire des « Cahiers » appelle un « film des événements ».

On pourrait revenir en détail sur ce « film », voir comment les staliniens font de l'investiture de Pflimlin une victoire de la classe ouvrière, comment ils considèrent leurs appels à l'inaction comme des appels à l'action, comment ils disent de la grève du 19 mai qu'elle fut un succès...

Mais à chaque jour suffit sa peine : contentons-nous de nous arrêter au vendredi 30 mai. Pour ce jour, deux documents, datés du 29 mai, sont publiés. Un appel du Comité central du P.C.F. qui demande que « les républicains se rassemblent et s'unissent, qu'ils multiplient les arrêts de travail et les manifestations » — et une déclaration du groupe parlementaire qui s'affirme pour la création d'un gouvernement de défense républicaine créé selon les principes de la Constitution.

Quant au « film des événements » pour la journée, le voici intégralement :

— Coty offre le pouvoir à de Gaulle, après avoir menacé l'Assemblée de démission en cas de non investiture.

— Publication des lettres Vincent Auriol-de Gaulle.

— A Alger, le Comité Mossu déclare : de Gaulle au pouvoir ou nous intervenons.

Le Comité central, d'une part, et le groupe parlementaire du Parti Communiste Français, d'autre part, publient les communiqués suivants :

Ainsi, le 30 mai, la correspondance Auriol-de Gaulle a été publiée, le groupe parlementaire et le C.C. du P.C.F. ont lancé des appels, il ne s'est rien passé d'autre qui ait été assez important pour être rapporté.

POUR « LES CAHIERS DU COMMUNISME », LA GREVE GÉNÉRALE DES ENSEIGNANTS N'A PAS EU LIEU !

Cet aveu par omission est de taille ; la direction du P.C.F. ne veut pas parler de la grève générale déclenchée par la F.E.N., veut tenter de la faire oublier, parce que son attitude à l'égard de cette grève illustre clairement sa politique, montre à quel point elle s'est réduite à un baroud d'honneur, mais a refusé jusqu'au bout d'organiser une véritable mobilisation des masses échappant à son contrôle.

Plûtôt que d'appeler à soutenir la grève de la F.E.N., d'utiliser cet exemple d'une grève générale faite dans l'union par toute une corporation pour relancer l'action unitaire de tous les travailleurs, pour donner suite à la manifestation du 28 mai, le P.C.F. préférait, le 30 mai, appeler à la constitution d'un « gouvernement de défense républicaine » et demander que l'on « multiplie les arrêts de travail et les manifestations ».

Plûtôt que d'expliquer son inexplicable politique (ou plus exactement sa politique qui n'est explicable que si on comprend que les intérêts de la direction du P.C.F. ne sont pas ceux de la classe ouvrière), le P.C.F. préfère tenter de faire oublier la grève des enseignants...

Mais les travailleurs, eux, n'oublieront pas.

F. F.

Mais, malgré tous les sourires prodigués ces derniers temps à Khrouchchev dans le plus pur style stalinien, le chef de l'Etat yougoslave ne pouvait pas aller aussi loin. Accepter était pour lui un acte de suicide pur et simple.

Mao-Tse-Tung, de son côté, ne pouvait pas davantage accepter cette conception « totalitaire » de l'U.R.S.S. dans la préparation de la conférence au sommet.

Accorder à Moscou cette délégation de pouvoir humiliante revenait pour la Chine à perdre son rôle de chef de file des pays d'Asie.

En se montrant plus royaliste que le roi pervers Tito, Pékin prenait sans aucun doute la voie la plus habile pour contrecarrer Khrouchchev dans ses prétentions.

Il est impossible de savoir dans quelle mesure l'exécution de Nagy a été imposée à Khrouchchev par ses adversaires par la tactique du fait accompli, ou si, au contraire, le numéro 1 du Kremlin a été obligé d'en prendre l'initiative pour s'imposer à ses ennemis.

Mais une chose est certaine. C'est que, devant la menace concrète d'une rébellion au sein même du camp qu'il dirige, il fallait que le sang soit versé afin que le rideau tombe sur le premier acte de la préparation de la conférence au sommet.

RÉEMBROYAGE

L'INTIMIDATION de Moscou doit permettre à Khrouchchev de partir sur une nouvelle base. Mais, pour cela, il est logique que se déroule ou préalable un réaménagement dans le personnel dirigeant des démocraties populaires et même de l'U.R.S.S. Déjà il est question de l'effacement de Gomulka.

Seulement ce coup d'arrêt détermine par ailleurs les positions de l'U.R.S.S., et met les U.S.A. en position d'accroître leurs exigences. Eisenhower est désormais en meilleure posture pour obtenir du Kremlin des concessions plus importantes. Mais, de son côté, Khrouchchev sera plus à l'aise pour les faire admettre par le « camp socialiste » ou les velléités de « communisme national » se sont apaisées à l'odeur du sang.

Il est donc probable que la préparation de la conférence au sommet reprendra son cours.

Malgré les protestations « indignées » du « monde libre » devant l'exécution de Nagy, les U.S.A. ne tiennent pas à courir le risque de voir se dégrader outre mesure la situation des dirigeants du Kremlin, pas plus que ceux-ci ne désirent que la récession économique américaine ne compromette la paix sociale aux U.S.A. et, par tant, dans le monde.

CONSTRUIRE LES PARTIS RÉVOLUTIONNAIRES

MAIS cet équilibre fragile que les deux partenaires veulent consolider à tout prix peut être rompu à tout moment par l'intervention brutale des masses, lasses de faire les frais des grands stratèges qui prétendent se substituer à elles pour conduire les destinées des peuples. Il appartient aux révolutionnaires de forger, dans l'intervalle, les organes de la lutte et de la victoire qui permettront à l'humanité de repêcher les frais de l'accouchement.

E. BOLVIN.